

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 22 fr.; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 54 fr. L'abonnement ordinaire, sans avis contraire.

ANNONCES: 20 centimes la ligne RÉCLAMES: 25 centimes - On traite à forfait.

# JOURNAL DE ROUBAIX

## MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Béghin, Libraire rue Grande-Chaussée; A Paris, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier, 4, et place de la Bourse, 8; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 17, 7 21, 8 21, 9 53, 11 26, m., 12 26, 1 56, 3 42, 5 11, 6 43, 7 38, 9 36, 11 41, s. — Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 38, 7 18, 8 48, 10 13, 11 23, m., 1 15, 2 38, 4 48, 5 48, 8 13, 10 22, 11 15, s. Lille à Roubaix, 5 20, 7 03, 8 30, 9 55, 11 05, 12 57, 2 20, 4 30, 5 30, 7 55, 10 05, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 10, 7 12, 8 12, 9 46, 11 17, 12 17, 1 47, 3 33, 6 03, 7 28, 9 24, 11 02. Mouscron à Lille, 7 08, 8 00, 9 36, 11 05, 12 05, 3 21, 4 50, 5 53, 7 10, 9 10.

### ROUBAIX, 11 JANVIER 1875

BOURSE DE PARIS	
DU 10 JANVIER	
3 0/0	53 65
1 1/2	79 30
Emprunt 1871	85 85
Emprunt 1872	87 95
DU 11 JANVIER	
3 0/0	53 70
1 1/2	79 25
Emprunt 1871	85 97 1/2
Emprunt 1872	88 12 1/2

### LA MORT DE NAPOLEON III ET LA PRESSE

C'est naturellement la mort de Napoléon qui est le principal objectif de la presse parisienne.

L'Ordre et le Pays publient sous ce titre: « Pas de défaillance » une déclaration signée de MM. Granier de Cassagnac et Dugué de la Fauconnerie, dont voici la conclusion:

« Le rétablissement de l'Empire perd un homme, il ne perd ni une chance ni une espérance. Ce n'est point par des aspirations ou même par ses agissements, qu'un régime politique s'assure l'avenir; c'est par une nécessité. Or, l'Empire est nécessaire à l'ordre public, aux intérêts; la France a besoin pour fonder un régime durable, placé sur les fortes assises populaires; elle en a besoin pour être rassurée contre les périls plus imminents que jamais qui lui font courir la démagogie et le socialisme. C'est pour cela que l'Empire se rétablira! »

Voici le commencement et la fin de l'article de la République française:

« Il est mort! Quelques années plus tôt, c'eût été en France un sentiment d'universelle allégresse. Vous rappelez-vous comme Paris était joyeux aux obsèques de Morny? Aujourd'hui, dans la patrie abattue, mutilée que nous a faite l'homme de Décembre et de Sedan, nous ne pouvons que nous frapper la poitrine et pleurer notre misérable impuissance, nous tous qui l'avons laissé régner pendant près de vingt ans; nous qui, par notre lâcheté, lui avons permis de jeter la France, pieds et poings liés, sous le talon de l'étranger! »

« C'est fini. Louis Napoléon Bonaparte mort, la légende napoléonienne s'évanouit tout entière. Le héros de Strasbourg et de Boulogne était le neveu d'Austerlitz; l'éfève de Woolwich est le fils de Sedan. C'est fini, c'est bien fini.

« Le parti bonapartiste va se dissoudre. Tous ces besogneux sont trop malin pour tablir sur la régence d'une étrangère; ils n'ont pas le temps d'attendre que Napoléon-Eugène-Louis-Jean-Joseph Bonaparte ait complété son éducation de prétendant et soit en âge de commettre un crime de lèse-nation. Le parti bonapartiste a vécu. »

La Gazette de France dit qu'il aurait mieux valu pour Napoléon qu'il mourût l'épée à la main, en commandant une charge désespérée contre les ennemis auxquels il avait déclaré la guerre.

« La Providence n'en avait pas décidé ainsi. Elle a voulu que les peuples ne fussent distraits par rien dans le jugement qu'ils auraient à porter sur celui qui, trois fois, a fait irruption dans notre histoire en y laissant des traces si profondes. Ses guerres, ses plébiscites, ses succès comme ses défaites, tout a porté des conséquences qui pèseront longtemps encore sur notre avenir. »

Le Temps ne peut s'empêcher de songer à ce qu'eût été cette mort si elle avait surpris l'Empereur sur le trône:

Telle était, dit-il, la fragilité de ce pouvoir en apparence si bien assis, ou telle était du moins l'idée qu'en s'en faisait dans l'entourage impérial, que la transmission de la couronne n'eût peut-être pas paru assurée sans un certain déploiement de terreur. Nous aurions devant nous l'alternative d'un nouveau 2 décembre ou d'une révolution. C'est un danger auquel nous échappons, mais hélas! à quel prix!

La Liberté ne veut pas récriminer en présence d'une tombe. Elle se borne à constater que cette mort détruit jusqu'à la légende du grand empereur:

« L'enfant qui pleure aujourd'hui au chevet de son père, dit-elle, n'a plus autour de lui que quelques amis dévoués, mais impuissants. Il n'a ni armée, ni noblesse, ni clergé, ni aucune des institutions qui constituaient l'ancienne monarchie. »

La Liberté se demande, en conséquence, si le fils de Napoléon ne ferait pas mieux d'accepter le rôle modeste de citoyen de la République que de rester prétendant.

Le Français croit que cette mort n'excitera aujourd'hui que les regrets d'un petit nombre d'amis:

« C'est encore un événement, dit-il, mais ce n'est plus qu'un événement d'un ordre secondaire. »

Le Français espère que les conservateurs qui étaient attachés à l'Empire, s'écartent aujourd'hui respectueusement, mais sans retour, d'une cause qui n'a plus pour la soutenir que la main d'un enfant dans la main d'une femme.

La Patrie exprime sa sympathie et son respect pour « une noble et valeureuse femme et un prince de 17 ans », que ce malheur atteint.

La Patrie n'oublie pas qu'elle a défendu l'Empire, mais elle croit que la solution demeurera, quoiqu'il advienne, à celui, quel qu'il soit, qui saura reprendre et faire prévaloir le grand mot du début: *« Que les bons se rassurent; que les méchants tremblent! »*

Le Journal de Paris croit que Napoléon III « valait mieux, beaucoup mieux que son gouvernement. »

« Le vrai coupable, dit-il, c'est donc le système, ce système dont sa naissance l'avait fait le représentant auquel semble s'être attaché une sorte de fatalité historique. Nous ne savons ce que nous réserve l'avenir; mais nous savons ce que nous a donné le passé; et nous ne pouvons oublier que, pour avoir eu deux fois l'Empire, avec deux empereurs bien différents l'un de l'autre, nous avons eu trois invasions. »

« Si, remarque le Journal des Débats, si un télégramme daté du palais des Tuileries eût, il y a moins de trois ans, répandu dans le monde cette brève nouvelle: « Napoléon et mort », quelle émotion dans toute l'Europe, quelle perturbation sans doute en France! »

« Ce n'est pas le moment de le juger, et il sera toujours temps de le faire. L'heure de la mort est sacrée. Nous pouvons bien le rappeler pourtant: Napoléon III avait organisé à son usage une responsabilité politique toute particulière. Il disait dans un de ces discours où il absorbait la nation dans sa personne, qu'il aurait « pour juges Dieu, sa conscience et la postérité. » Cette justice-là,

qu'il croyait sans doute à plus longue échéance, est arrivée. Dieu et l'histoire ont ouvert leur livre. Ils pourront lui tenir compte de sa triste fin, de l'expiation subie de son vivant et qui a dépassé les rêves du poète vengeur. Ils lui tiendront compte des qualités estimables de douceur, de bonté, qui font un étrange contraste avec les fatalités sanglantes qui s'attachent à jamais à son nom et dont la France, même en se relevant, reste accablée.

« L'Empire, c'est l'Empereur, disait un jour ici un de nos amis et maîtres, M. de Saint-Marc Girardin. Il n'y a pas d'autres institutions que lui. C'est donc l'Empire aujourd'hui, qui est mort et enseveli, sans rien laisser, hélas! après lui que nos ruines. »

« Maintenant, du moins, l'Empire c'est la paix — la paix du tombeau. »

Dans Paris-Journal, M. de Pène s'exprime ainsi: « Nous roulons, depuis quatre-vingt ans, dans un cercle de perdilion. La France rejette et elle regrette tour à tour tous ses princes et toutes ses dynasties. Si nous sommes loyaux, nous conviendrons que Napoléon III, s'il nous a fait connaître, dans la dernière partie de son règne, ce que la défaite et l'adversité ont de plus extrême, nous avait ramenés, dans sa belle période, à un degré de gloire et d'éclat dont le secret semblait perdu depuis Louis XIV et Napoléon I<sup>er</sup>. Si l'amertume des revers suprêmes qui ont décoloré l'édifice nous rendait injuste pour les années rayonnantes qui constituent la féerie de l'empire, interrogez l'Europe entière et demandez lui ce qu'elle a pensé de l'empereur et de nous, quand celui qui n'est plus que cadavre, en attendant qu'il soit poussière, semblait porter à la fois le sceptre de la France et du monde. »

L'ancien organe du prince Napoléon, l'Opinion nationale, écrit ceci:

« Nous avons tous notre part de responsabilité dans ce règne fatal, où se trouvent réunis à côté de quelques grandes choses, les plus douloureux épisodes de notre histoire nationale. Nous devons nous rappeler que si nous sommes aujourd'hui où nous sommes, c'est que nous avons bien voulu nous laisser conduire. »

La Presse rappelle cette pensée de Lord Byron:

« Quand on insulte les morts, on perd le droit de les juger. »

L'Union voit dans la vie et dans la mort de « Louis-Napoléon quelque chose d'étrange qui fait songer au mystère de la destinée humaine, tous les hasards de l'aventure, toutes les prospérités de la réussite, toutes les surprises de l'adversité, tous les abus de la fortune, tous les jeux et tous les contrastes d'un drame lié sans art et conduit sans génie comme si l'homme n'y était qu'un acteur conduit sans le savoir par la volonté maîtresse de la Providence: »

M. Laurentie termine ainsi son remarquable article:

« Tout le génie de l'Empire s'est appliqué à briser au nom du peuple tous les liens du peuple. César, né du peuple, a dissous le peuple; venu de la démocratie, il a tourné la démocratie contre elle-même, si bien qu'à la dernière heure l'Empire, cette force illimitée du tribunal césarien, s'est trouvé isolé, seul, perdu au milieu de vastes flots non de peuple, mais de tourbe démagogique, fin dernière de tout Etat politique qui ne repose pas sur les lois qui ont fait le peuple et seules peuvent toujours le faire vivre. »

En un mot, l'Empire, ouvert par l'exercice

du plus vaste pouvoir qui se soit vu, s'est abîmé sous un souffle comme le plus frêle de tous les pouvoirs.

Et ici, qu'on ne dise pas que la guerre a tué l'Empire; la guerre n'a été qu'un désastre soudain, et l'Empire n'y a disparu qu'en partie parce que déjà il n'était plus qu'une ombre. Dix-huit ans de pleine puissance s'étaient écoulés, évanouis dans les rêveries d'un démagogie doctrinale, promulguée et sanctionnée par les lois, par les enseignements, par tous les exemples de l'Etat, et c'est là la véritable fin de l'Empire; tout autre jugement n'est qu'imagination et chimère.

« Et maintenant, quelle conclusion! Les hommes qui ont pris part à l'Empire ne sont pas tous complices de sa politique. Quelques-uns l'ont servi comme instrument d'autorité, nécessaire à la société. La mort va-t-elle être pour eux une lumière? L'Empire a été une grande force, il n'a pas été une autorité véritable. »

L'autorité est quelque chose de supérieur à la force; ni les coups d'aventure, ni le hasard de scrutin, ne font l'autorité; c'est ce que les hommes politiques doivent savoir désormais. L'Empire mort, c'est une marque de plus de l'instabilité de tout pouvoir qui n'est qu'un produit de l'artifice, de l'exercice, ou même du nombre. Si un plébiscite suffisait à faire un pouvoir, rien n'aurait manqué à l'Empire; mais le pouvoir, ce n'est pas le nombre, c'est le Droit qui le constitue et qui le fait vivre. Le nombre est défait par le nombre, le Droit seul prévaut sur tout ce qui dérive de l'arbitraire et de la mobilité des opinions.

On écrit de Versailles:

Le centre gauche a procédé aujourd'hui au deuxième tour de scrutin pour la composition de son bureau. Le dépouillement a donné le résultat suivant:

MM. Christophe	63 voix
Casimir Périer	57
Germain	3

M. Christophe ayant réuni la majorité plus 2 voix, a été élu.

Ce résultat était prévu. Tous les moyens de conciliation ont été épuisés hier pour arriver à une entente, mais ils ont échoué devant la tenacité des partisans de M. Christophe.

Il est vrai de dire que ceux-ci n'étaient pas libres, après la menace faite par la gauche modérée de se séparer du centre gauche si la candidature du député de l'Orne était abandonnée.

La scission, probable hier, est aujourd'hui inévitable.

L'échec de M. Casimir Périer est d'autant plus significatif que M. Thiers employait depuis deux jours toute son influence pour assurer le succès de sa candidature.

Les secrétaires nommés par la réunion sont:

MM. Desbons	46 voix
Fidèle Simon	45
Magnin	44

M. Jules Brame vient de publier en brochure sa déposition devant la commission d'enquête sur le 4 septembre; l'honorable député du Nord la fait précéder des lignes suivantes:

AVANT-PROPOS  
L'enquête du 4 septembre contient des faits déjà anciens de plus de deux années. Ce document, qui vient de paraître, pré-

trahison de ceux que, jusqu'alors, l'opinion publique avait acclamés.

J'ai expliqué, défendu la conduite de personnalités dont la popularité était atteinte. J'ai accepté le ministère avec mes honorables collègues, le 10 août, dans une situation presque désespérée.

J'ai accepté, parce qu'en un pareil moment il n'était permis à personne de refuser, et qu'à défaut d'autres qualités, je me sentais au moins la somme de volonté et de dévouement au pays nécessaire pour aller jusqu'au bout.

J'ai accepté le jour même où le général Changarnier offrait ses services; tous deux nous avons été mus par une même pensée, nous rappelant l'admirable lettre que Carnot écrivait à Napoléon I<sup>er</sup>, le 24 janvier 1814, à l'époque où se révélait nos plus grands désastres (voir la note 1).

Le ministère du 10 août ne s'était pas fait illusion; mais au lieu de désespérer, il se dévoua froidement, résolument, et s'efforça de sauver le vaisseau de l'Etat.

Il y aurait peut-être réussi, si l'insurrection

Note 1.  
Lettre de Carnot.

Paris, 24 janvier 1814.

Sire,  
Aussi longtemps que le succès a couronné vos entreprises, je me suis abstenu d'offrir à Votre Majesté des services que je n'ai pas cru lui être agréables.

Aujourd'hui, Sire, que la mauvaise fortune met votre constance à une grande épreuve, je ne balance plus à vous faire l'offre des faibles moyens qui me restent. C'est peu de chose, sans doute, que l'effort d'un bras vengé, mais j'ai pensé que l'exemple d'un ancien soldat, dont les sentiments patriotiques sont connus, pourrait rallier à vos aigles beaucoup de gens incertains sur le point qu'ils doivent prendre et qui peuvent se laisser persuader que ce serait servir leur pays que de les abandonner.

Il est encore temps pour vous, Sire, de conquérir une paix glorieuse et de faire que l'amour du grand peuple vous soit rendu.

(Signé) CARNOT.